

L'Humanité Rouge



Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP. 61.75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

● Irlande

UNE PROVOCATION QUI FAIT LONG FEU

La tension était grande en Irlande du Nord ces jours-ci où les groupes fascistes, partisans de la présence impérialiste britannique avaient annoncé une «grève générale» provocatrice pour réclamer le renforcement des effectifs de police et de l'armée britannique.

33 000 réservistes, hommes de troupes et policiers étaient mis en état d'alerte en Angleterre et 15 200 militaires anglais avaient pris position en divers points de l'Irlande. Sous prétexte «d'éviter les affrontements» ils répondaient ainsi avec empressement aux exigences des groupes fascistes unionistes.

Mais cette provocation semble avoir fait long feu et la «grève générale» des fascistes n'a guère rencontré d'écho, y compris chez les travailleurs protestants dont ils se prétendent les porte-paroles.

C'est que l'immense majorité du peuple irlandais est mobilisé contre les occupants britanniques en Ulster (Irlande du Nord) et ceux qui se font ses complices. Au Sud, 20 dirigeants de l'IRA-Provisoire (1), détenus à Port-Laoise pour-suivent depuis 40 jours une grève de la faim ; soumis à l'isolement et à la torture, ils revendiquent la statut politique. Le mois dernier, une manifestation de soutien devant leur prison s'est terminée par un affrontement très violent avec la police (60 blessés). Quelques jours plus tard, 25 000 personnes défilaient dans les rues de la ville pour réclamer à nouveau leur libération, à l'appel du Mouvement pour les droits civiques (2).

(1) : L'IRA-Provisoire (provisoire) tire son nom du gouvernement provisoire présidé par Pearse, Connally et Clarke, issu de l'insurrection de Dublin en 1916.

(2) : Cette organisation de masse démocratique demande l'abolition de la Loi sur les pouvoirs spéciaux, qui fait régner un véritable état de siège en Ulster depuis 1922, et l'égalité des droits pour tous les Irlandais sans distinction de religion.

● Cisjordanie

Deux habitants tués par les sionistes

Mardi, un jeune manifestant de 16 ans et une femme âgée de 55 ans ont été tués par les soldats sionistes dans le village de Quabatiya. Durant toute la matinée de mardi, des jeunes gens avaient manifesté en signe de solidarité avec leurs camarades de Naplouse qui organisent des manifestations depuis plus d'une semaine. Dès que la nouvelle s'est répandue, la colère s'est développée de nouveau à Naplouse où d'importantes manifestations étaient attendues ce mercredi. Les troupes d'occupation israéliennes ont pris position pour tenter d'empêcher tout rassemblement.

● Lorient

QUAND UNE MUNICIPALITE DE GAUCHE AIDE LES RACISTES D'AFRIQUE DU SUD

Les arsenaux de Lorient construisent des navires de guerre, ce n'est un secret pour personne. Lorient, par ailleurs, est une municipalité de l'Union de la gauche, cela est aussi connu.

Les arsenaux construisent actuellement des navires de guerre pour la flotte du régime raciste d'Afrique du Sud. Mais direz-vous, la municipalité n'a pas le contrôle des constructions

de l'arsenal, qui lui, dépend directement du ministère des Armées et de la Marine.

Soit ! Seulement, il se trouve, que depuis déjà quelques temps, des officiers de marine d'Afrique

du Sud sont à Lorient pour se former à ce matériel. Et, tout naturellement, ils ont demandé à la municipalité des classes pour assurer des cours à leurs enfants.

La municipalité depuis des années n'avait jamais trouvé de classe pour assurer l'alphabétisation des travailleurs immigrés. Seulement là, la municipalité en a trouvé pour les représentants du régime raciste d'Afrique du Sud pour 4,5 millions de centimes par an.

Il est vrai que les immigrés n'ont pas de quoi payer !

Mais il est vrai que pour les représentants de la bourgeoisie, quelle que soit l'étiquette de «gauche» ou de droite, l'argent n'a pas d'odeur, et seul le profit mérite quelque service.

A Lorient, cette aide aux représentants de Vorster, bien que limitée, n'en reste pas moins symbolique et suscite beaucoup d'émotion et d'indignation parmi la population qui en a été informée.

Un groupe d'anti-impérialistes sur cette ville - le CRISLA - a dénoncé ces faits par une lettre ouverte à la municipalité et mis à jour la contradiction qu'il y avait entre cette politique et les prises de position officielles du faux parti communiste français et du parti de Mitterrand.

Mais, nos municipalités de «gauche» ne sont pas à une contradiction près. Sur-tout lorsque l'affaire est traitée en silence et qu'elle peut rapporter quelques gros sous.

Editorial

Leurs alliés...

A l'occasion de la sortie du film «La Question» tiré de son livre du même nom, Henri Alleg, qui est aujourd'hui un des responsables de l'«Humanité», a publié dans l'organe central du PCF de mardi une interview dans laquelle il parle notamment de Fernand Yveton. Il déclare à ce sujet : «Il a été exécuté, guillotiné pour l'exemple... Son exécution avait été réclamée au plus haut niveau», et dans une note, on peut lire : «Robert Lacoste (SFIO) était alors ministre-résident en Algérie du gouvernement dans lequel F. Mitterrand était ministre de la Justice». Un peu plus loin, il déclare également : «Il y a donc de lourdes responsabilités chez certains de ceux qui sont aujourd'hui nos alliés... Qu'aujourd'hui, ces mêmes hommes, sans qu'ils aient fait leur autocritique, se battent du bon côté, j'estime que c'est un exemple des immenses progrès réalisés par certaines idées».

Qu'aujourd'hui, dans les colonnes de l'«Humanité» on soit obligé de parler de Fernand Yveton est sans aucun doute le résultat de l'activité des marxistes-léninistes qui depuis des années n'ont cessé de rappeler l'assassinat de ce militant communiste sur l'ordre de François Mitterrand. En février dernier, nous consacrons encore une édition spéciale à l'occasion du 20e anniversaire de cet assas-

sinat. Durant des années, les dirigeants du PCF ont tenté d'étouffer la mémoire de ce combattant qu'ils condamneront à l'époque et sur le procès duquel ils firent le silence. Mais aujourd'hui, le nom de Fernand Yveton ne peut plus être tu.

Au silence du PCF sur Fernand Yveton, il y avait notamment une raison : c'est leur allié François Mitterrand qui porte la responsabilité directe de son exécution, comme celles de bien d'autres patriotes. Et cela, les marxistes-léninistes n'ont cessé de le rappeler, mettant à nu le visage criminel du leader de l'Union de la gauche, qui en 1957 parlait de «traquer un terrorisme infâme».

C'est en connaissance de cause que les dirigeants du PCF ont refait une image de marque à cet individu. Mais nul ne peut effacer les faits. Après avoir fait le silence, voici maintenant que les dirigeants du PCF parlent des responsabilités de leurs alliés... pour ajouter aussitôt qu'ils se trouvent maintenant du «bon côté» ! Pirouette ignoble qui ne vise qu'à cacher leur gêne devant ce fait : leur allié le plus proche est un de ceux qui portent la responsabilité de milliers d'assassinats de patriotes algériens et de l'emploi généralisé de la torture. Le «bon côté» de M. Alleg qui est aussi celui de F. Mitterrand est celui des ennemis du peuple. Le nôtre est en face : c'était aussi celui de Fernand Yveton.

Lire en page deux l'article : «Djibouti à la veille de l'indépendance»



le monde en marche

• Grenoble

Témoignage sur la situation dans les CES

H. a vingt ans, elle enseigne dans deux CES à Chambéry, à 60 km de Grenoble où elle habite.

- Quelle formation as-tu suivie ?
J'ai suivi des cours d'enseignement ménager mais je n'ai pas le diplôme.
- A qui enseignes-tu ?
J'enseigne dans les sections pratiques de deux CES. C'est un enseignement au rabais pour ceux qui ne sont pas débilés mais qui sont jugés « bons à rien ».
Moi, je n'ai que des filles, je leur enseigne comment être mère au foyer : cuisine, s'occuper des gosses, etc. La plupart sont nées en 62-63 et ont le niveau du CM2 (dernière année du primaire).
- D'où sortent-elles ?
Presque toutes sont des filles d'ouvriers ; la moitié sont Nord-africaines ; beaucoup de familles nombreuses ; sept à 12 enfants.
En général, seul un des deux parents travaille. Il y en a pas mal dont le père ou la mère est mort. Donc en majorité des filles issues des catégories sociales des plus défavorisées. Ce qui montre clairement que les conditions sociales sont déterminantes dans la possibilité de suivre des études.
- Comment est organisé l'enseignement ?
Il y a trois maîtres auxiliaires par classe : un pour l'enseignement général et deux pour le « technique », un pour les filles, un pour les garçons. Aux filles on impose l'enseignement ménager, aux garçons le travail artisanal du bois et du fer.
On voit bien là le rôle que joue le système d'enseignement dans la ségrégation entre les filles et les garçons, en fonction de la place qui leur sera destinée dans la société.
Les filles peuvent devenir employées de collectivités (un grand mot pour dire... femme de ménage dans un hôpital ou un internat !). Les meilleures peuvent suivre des stages pour devenir puéricultrices, mais il n'y en a pas beaucoup qui y arrivent.
Les autres débouchés sont l'hôtellerie (serveuses, cuisinière), l'agriculture (aide familiale rurale) et, en théorie, l'habillement, mais en fait c'est un secteur qui n'embauche pas.

- Comment les filles suivent-elles ton enseignement ?
Quelques unes sont intéressées, beaucoup sont là en attendant de gagner leur vie... la plupart sont convaincues qu'elles ne sont bonnes à rien, tellement on le leur a répété. Quelques unes se font des illusions (il y en a qui se voient toubibis !).
Leur horizon est tellement bouché qu'elles sont des proies faciles pour certains enseignants peu scrupuleux. Il y en a qui sortent avec leurs élèves. Celles-ci espèrent qu'il va bien les tirer de là... dans l'ensemble d'ailleurs, à 14-15 ans, elles sont très au courant des questions sexuelles, mais elles ne connaissent absolument rien à leur corps.
- Quelles relations as-tu avec elles ?
Dans un des deux CES, les classes pratiques ne sont pas trop méprisées, alors l'ambiance est assez bonne. Dans l'autre, on est considéré, profs et élèves, comme moins que rien. Les filles ont tellement l'habitude de ramasser coups de pieds au derrière et paires de baffes que des fois, on se demande s'il y a moyen de faire autrement !
C'est très difficile de discuter d'égal à égal : quand l'école est libérale, les filles se battent entre elles, si l'école est sévère, elles ont peur et ne bronchent pas.
- Et la loi Haby dans tout ça ?
Elles va faire empirer la situation. On décrète les profs « polyvalents » sans leur assurer la formation nécessaire : le prof de musique devra enseigner le dessin et celui de math la gymnastique ! Autant dire que l'enseignement du dessin et de la gymnastique va être dévalorisé. Surtout ça va permettre de renvoyer deux maîtres auxiliaires. Et les autres vont être obligés de faire des heures supplémentaires s'ils ont des classes de plus de 24 élèves.

• A Clermont-Ferrand :



POUR LE BUREAU DE L'UNITE-ROUGE :
- BRANCHES :
- L'UNITE-ROUGE
- nouvelles revendications : augmentation de nos salaires ou aides pour tous ?
- quelle forme de lutte : grève de 24 h. ou lutte « sans » contre classe ?
- quelle revendication : révolution sociale ou le Programme Commun ?
17 h. 30 : COMITE sur « Les luttes actuelles et la situation dans le mouvement ouvrier »
19 h. 30 : SEULEMENT
Intervention au nom de l'Unité-Rouge
« Pouvez-vous le voir », film de 1976
Intervention des travailleurs de l'UNITE-ROUGE
Avec la participation de travailleurs de l'UNITE (ouvriers rouennais), 20000700 (Cerve de l'UNITE), 200, 20000700 (UNITE), 200000-3000, 2000

samedi 7 mai centre B. Pascal salle 146

Djibouti à la veille de l'indépendance

Dimanche prochain, le peuple de la côte Afar-Somalie va dire oui à l'indépendance qui sera proclamée officiellement le 27 juin prochain. C'est là le fruit de luttes populaires, jalonnées de morts tombés sous les balles des troupes françaises, qui se sont déroulées sans interruption depuis le début de l'occupation française en 1862.

Plus d'un siècle de colonisation française a abouti à ce résultat économique dérisoire et misérable : sur les 2 300 km2 du territoire, on compte 0,5 % de cultures et forêts, 11 % en terres de parcours. Le reste est inculte et désertique.

COLONISATION EGALE PAUVRETE ET REPRESSION

L'équipement industriel se limite à une centrale électrique, la société coca-cola, et des dépôts d'hydrocarbures de trois compagnies pétrolières. C'est que la bourgeoisie impérialiste française ne s'est jamais intéressée qu'au port de Djibouti qui concentre aujourd'hui à lui seul 120 000 des 200 000 habitants du territoire.

La population compte actuellement 80 % de chômeurs environ et 20 % seulement d'enfants scolarisés. 6 500 militaires et officiers français y sont toujours stationnés dont la fonction essentielle est de faire régner « l'ordre » colonial à coups de triques, de barrages barbelés, et bien souvent de balles.
Quant à l'aide « humanitaire » française, elle se résume à ceci : un unique hôpital, un médecin pour plus de 30 000 habitants. Le gouvernement est, par ailleurs, depuis longtemps le trafiquant légal d'une drogue qui fait des ravages dans toute la population : le Kat, dont 4 à 5 tonnes sont consommées chaque jour rapportant aux autorités françaises un bénéfice de l'ordre de 400 millions de francs.

UNE ASPIRATION : L'INDEPENDANCE

On conçoit donc aisément qu'en accédant à une

Russes et Américains s'y intéressent fort comme ils s'emploient déjà à attiser les conflits existants entre ses deux grands voisins : l'Éthiopie et la Somalie.

DE MULTIPLES CONVOITISES

C'est ce qui explique que le peuple de Djibouti se présente divisé à la veille de cette indépendance. Cinq grands mouvements politiques coexistent et se disputent la clientèle électorale de la future assemblée nationale. Mais le médiateur de l'OUA, le patronage de la Ligue arabe, ont joué en faveur de l'apaisement

des divisions internes et de l'unité.

A une table ronde récemment tenue à Accra, sous les auspices de l'OUA, une plate-forme d'accord a été trouvée pour la préparation sans heurts du référendum sur l'indépendance. Les ennemis de l'indépendance du peuple de Djibouti, aux premiers rangs desquels le social-impérialisme soviétique, ne manqueront pas de jeter de l'huile sur les braises dans l'espoir d'en tirer quelques profits. Mais le peuple de Djibouti n'a pas lutté en vain pour l'indépendance depuis un siècle : Il saura faire preuve de vigilance pour déjouer tous les complots.

Des délégations étrangères reçues par le Parti communiste chinois

• Belgique

Une délégation du Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique conduite par le premier secrétaire de son Comité central a été reçue, courant avril, en République populaire de Chine, à l'invitation du Comité central du PCC.

Cette visite a témoigné de l'amitié militante, de la solidarité de lutte et de la convergence de vue entre les deux partis frères.

Au cours d'une chaleureuse entrevue, le camarade Li Sien Nien, membre du Bureau politique du PCC et vice-premier ministre a notamment déclaré : « Le Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique a apporté sa part de contribution à la lutte contre l'impérialisme, le révisionnisme et contre le capitalisme de monopole du pays, ainsi qu'à la lutte contre les deux superpuissances, les États-Unis et l'Union soviétique, notamment contre le

social-impérialisme des révisionnistes soviétiques. Nous avons la profonde conviction que le Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique obtiendra à coup sûr de nouveaux succès en liant la vérité universelle du marxisme-léninisme à la pratique révolutionnaire du pays ».

Le premier secrétaire belge lui a notamment répondu : « L'expérience a montré qu'en proposant au Comité central de porter le camarade Houa Kouo-feng à la tête du Parti communiste chinois, le président Mao a bien choisi. Il a rendu un inestimable service à la cause de la révolution chinoise et à la cause de la révolution prolétarienne mondiale ».

• Saint-Domingue

Peu de temps après, le camarade Li Sien Nien rencontra et fêta une délégation de l'organisation marxiste-léniniste dominicaine « Drapeau prolétarien » conduite par son secrétaire gé-

néral.

Au cours de cette réception, le camarade Li Sien Nien a salué chaleureusement les efforts de « Drapeau prolétarien » pour lier la vérité universelle du marxisme-léniniste avec la pratique de la révolution dominicaine et dans la poursuite persévérante de la lutte pour faire triompher la cause libératrice du peuple dominicain. Il s'est particulièrement réjoui de l'union entre les marxistes-léninistes de Saint-Domingue.

De son côté, le camarade Mejia a répondu :

« Pareille à une boussole, l'analyse brillante du président Mao sur les trois mondes nous guide à apprécier correctement l'actuelle situation internationale. Basée sur le marxisme-léninisme, elle correspond au fait objectif. C'est pourquoi, on doit partir de cette analyse et non pas d'une autre pour définir les tactiques et la stratégie du prolétariat dans les affaires internationales ».

Lendemain de 1er Mai en Espagne

Après les agressions policières qui se sont produites le 1er Mai en Espagne, des mouvements de grève se sont produits dans de nombreuses entreprises métal-

lurgiques de Madrid en signe de protestation.

Par ailleurs, dans la nuit de lundi à mardi de violents affrontements ont eu lieu dans le quartier « Dos de mayo » entre la population et la police. Les habitants

scandaient des slogans en faveur de l'amnistie.

Enfin, on apprenait mardi qu'une semaine pour la libération de tous les prisonniers politiques sera organisée du 7 au 15 mai au pays basque.

Conférence de Genève

Les conditions de l'OLP

Au cours d'une conférence de presse, Farouk Kadoumi a exposé les conditions que l'OLP posait à son éventuelle participation à la Conférence de Genève. Parmi celles-ci, il a notamment indiqué : « que la participation de la Résistance palestinienne ne se fasse pas sur la base des résolutions 242 et 338 de l'ONU ».

On sait que la Conférence de Genève est prévue sur la base de ces deux résolutions pronées par l'URSS et les USA et qui font du problème palestinien une simple affaire de réfugiés.

Farouk Kadoumi a également affirmé : « De toute manière, nous ne pensons pas que la Conférence de Genève aboutira à quoi que ce soit ».

COMMANDEZ NOTRE BROCHURE : LA LUTTE DE CLASSE A L'INTERIEUR DES PARTIS COMMUNISTES (par EH HILL)
S'appuyant sur sa riche expérience de vieux militant communiste ayant lutté personnellement contre la trahison internationale des kroutchéviens, l'auteur, secrétaire politique du parti communiste d'Australie (marxiste-léniniste) analyse les récents développements de la lutte de classe en Chine. Il explique pourquoi il considère que l'écrasement des Quatre et la nomination du président Hua Kouo-feng est non seulement une victoire pour le parti communiste chinois, mais aussi un tournant décisif dans la lutte qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie au niveau mondial.



La campagne anti-chinoise se poursuit

Dans le cadre du festival de Cannes, plusieurs films sur la Chine seront présentés. Il s'agit d'abord de «Chinois encore un effort pour être révolutionnaire» de «Mao et la révolution culturelle» et de Mao pour lui-même», trois films de René Viennet. C'est à ce Viennet en question qu'on peut attribuer la création d'une «bibliothèque

asiatique» dont le seul objet est de dénigrer la Chine. La présence de tels films s'inscrit en droite ligne dans la campagne antichinoise et anticommuniste déclenchée dans les colonnes de la presse bourgeoise et révisionniste et dans les mass-média. Le moins qu'on puisse dire, c'est que ces films sont d'une origine douteuse.

A DREUX (Eure-et-Loir)

EXPOSITION

«Images du peuple chinois» du 4 au 17 mai.

Au Centre socio-culturel du Lièvre d'or
Tous les jours sauf dimanche de : 17 h à 20 h
les mercredi et samedi : de 14 h à 20 h.

FILMS de Joris Ivens et Marceline Loridan

Comment Yukong déplaça les montagnes
Cinéma «le Celtic», 17 rue St-Jean

1re série : Un village de pêcheurs

Entraînement au cirque de Pékin
Histoire de ballon

11 et 12 mai à 20 h 30 - 14 mai à 14 h 30

Débat le 12 mai avec la présence d'un membre du bureau national des AFC, ayant effectué plusieurs voyages en Chine, dont l'un en décembre 1976.

2e série Une pharmacie

Une caserne

Les artisans

25 et 26 mai à 20 h 30 - 28 mai à 14 h 30

Débat le 26 mai

Pour le 1er Mai

Sketches, chansons et «grosses têtes» au service de l'unité et de la lutte



Un peu partout, cette année plus encore que les autres années, les sketches, les masques, les chorales faisaient partie du défilé des marxistes-léninistes et des travailleurs. En cela, on ne faisait que renouer avec des traditions du mouvement ouvrier, modes d'expression que les révisionnistes avaient délaissés au profit des campagnes à l'américaine avec badges géants et majorettes.

Ainsi, à Toulouse, le défilé du 1er mai a été marqué par la présentation d'un sketch sur le Concorde, problème qui préoccupe tous les toulousains. Ce sketch mettait en relief les fausses solutions de la majorité et de la gauche, appelait à l'action de tous les travailleurs pour renverser le système capitaliste par la révolution prolétarienne. Chaque tableau du sketch se terminait par le couplet d'un chant écrit par les camarades sur l'air de la carnagrole.

Le sketch était vivant, le patron était reconnaissable grâce à un haut-de-forme imposant, tandis que l'acteur qui représentait Marchais portait un masque à son effigie. Tout était

visuel. De grands panneaux de cartons centraient l'intérêt sur l'action en cours et le personnage qui jouait le couplet de la chanson reprenait et synthétisait chaque partie du sketch. Un attroupement se formait à chaque fois, et les travailleurs intéressés interpelaient les acteurs pour en savoir plus sur les propositions des marxistes-léninistes. Des contacts ont été pris. C'est une fresque réalisée sur une banderolle qui servait de décor. Elle représentait tous les travailleurs de villes et des campagnes unis sous le drapeau du PCMLF.

Autant dire que les camarades qui se lançaient pour la 1re fois dans la présentation d'un sketch sont enthousiasmés par les résultats. Ce n'est pas une expérience isolée ; à Paris la manifestation était précédée des grosses têtes, tandis qu'à Lille le tambour de «la lyre des travailleurs» rythmait les mots d'ordre.

«Puisant leurs éléments dans la vie réelle, la littérature et l'art révolutionnaire doivent créer les figures les plus variées et aider les masses à faire avancer l'histoire» Mao Tsé-toung.

• Grenoble

Le premier Mai des travailleurs immigrés

A Grenoble, les travailleurs immigrés se sont réunis le 1er mai à la salle des concerts. L'après-midi était organisée par la Commission des travailleurs maghrébins des quartiers St-Laurent, Mistral, Chorier-Berriat, ainsi que par la Commission santé franco-palestinienne.

Une salle comble (500 personnes). Des films et des débats. Le premier film passé «Le sel de la terre». Film

d'actualité puisqu'il raconte une grève victorieuse, alors qu'aujourd'hui les directions syndicales ne proposent aux travailleurs que des grèves-bidons de 24 heures. Le second film «l'Olivier», raconte la lutte héroïque du peuple palestinien.

De nombreux applaudissements sont venus ponctuer la projection des deux films.

Informations de notre correspondant.

• Valenciennes

Le défilé-enterrement de la gôche

A Valenciennes, dans le Nord, la gauche a organisé une marche de routine sans le moindre slogan crié, et clôturée par les traditionnels discours CGT et CFDT, connus d'avance et entièrement prévisibles, débouchant évidemment sur la solution miracle : le Programme commun.

En tête du cortège, un cercueil noir symbolisait la mort de l'emploi dans le Valenciennais... en fait c'é-

tait bien d'un enterrement qu'il s'agissait, mais c'était celui de la lutte des classes et des traditions révolutionnaires du 1er Mai !

Ceux qui sont restés chez eux, un peu découragés, et l'immense majorité des militants écœurés espèrent, c'est évident, autre chose que ce type de promenade. C'est pourquoi notre tâche la plus urgente, à nous marxistes-léninistes, c'est de créer un parti marxiste-léniniste unique et

nouvelles intérieures

Echos du 1er Mai

de présenter concrètement aux travailleurs de notre pays ce que pourrait être une France authentiquement socialiste. (Information d'une lectrice)

• Thionville

Union, action, occupation !

Tandis que les directions PCF-CGT-PS, etc. appelaient à manifester à Metz, la CFDT appelait à Thionville, dans la ville même d'Usinor menacé de fermeture. Les marxistes-léninistes appelaient eux aussi à Thionville. Il y eut une manifestation de 2 à 3 000 personnes, combative, qui a repris souvent le mot d'ordre «Union, action, occupation». Chez les travailleurs lorrains, le feu couve sous la cendre : tous se préparent à l'action !

(Information de notre correspondant)

«Les travailleurs de Fillod, SILF montrent la voie pour s'opposer aux licenciements : "Union, action, occupation !" souligne un tract du comité de grève CGT-CFDT de Fillod. Ce tract appelait à la mani-

festation du premier Mai à Thionville et aussi à une journée porte-ouverte, le 1er Mai aussi à l'usine Fillod occupée. Les grévistes lancèrent un appel aux travailleurs «Travailleurs, votre meilleur soutien, c'est la lutte. Pour faire céder les patrons une seule solution : tous en grève avec occupation des usines».

Par ailleurs, une correspondance envoyée par des jeunes camarades de Fameck (près de Thionville) explique que le 28 avril, lors de l'inauguration de la foire de Thionville, de nombreux travailleurs de ces usines en grève ainsi que des lycéens et des collégiens se sont retrouvés à l'entrée de la foire, bloquant la rue. Des élèves du lycée et des CES de Fameck et du CET d'Usinor étaient aux côtés des grévistes.

**QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN
DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!**

Travailleurs immigrés (2)

Attentats racistes impunis

Les travailleurs immigrés sont non seulement exploités par le capitalisme français, mais aussi victimes d'un racisme sauvage

Les cas sont nombreux d'immigrés assassinés, retrouvés morts, sans que la police ne «réussisse» à prendre les coupables. Parfois même, c'est dans les commissariats que des immigrés sont «trouvés morts». Il peut toutefois arriver que les coupables passent au tribunal. Mais il faut voir comment se fait alors le jugement ! Nous prendrons ici un exemple récent.

POURQUOI LE PROCES ?

Le 11 mars, le tribunal correctionnel de Bonneville (près d'Annecy) devait juger, entre autre affaire, des agresseurs racistes. Ils étaient poursuivis pour avoir attaqué en mai 76 et grièvement blessé un Français et deux Tunisiens, dont l'un a dû être trépané, est toujours en arrêt de travail et est devenu presque aveugle.

Toutes les autres affaires d'agression contre les maghrébins, dans la région, ont été classées sans suite, ou se sont terminées par des non-lieux. Mais ici il y avait une victime française (victime accidentelle de l'agression). Ce Français est un séminariste de Mgr Lefebvre à Ecône en Suisse, qui a alerté la Société des droits de l'homme à Genève pour qu'elle prenne son affaire en main. Voilà pourquoi cette agression a eu une suite judiciaire et du même coup celle des Tunisiens.

UNE AUDIENCE SIGNIFICATIVE

L'affaire des agresseurs est appelée par le président du tribunal à 8 h 45. Les prévenus ne sont pas là. Le président reporte l'affaire en fin d'audience pour leur laisser le temps d'arriver.



retenu par quelques poignées d'individus liés au patronat ou aux milieux gouvernementaux.

On prend l'affaire suivante : deux petits ferrailleurs accusés d'avoir volé un camion retrouvé le soir-même. Ils arrivent menottes aux mains, après avoir été gardés en détention préventive pendant trois mois. Le jugement est rendu sur le champ : trois ans de prison ferme, plus des dommages et intérêts.

A 10 h 30, deux des agresseurs attendus arrivent, les mains dans les poches. Le 3e inculpé n'est pas là. On ne sait pas où il est. Les trois autres membres de la bande d'agresseurs n'ont pas été inquiétés. Les deux inculpés présents reconnaissent publiquement avoir agressé le Français parce qu'ils l'avaient pris pour un arabe ! Malgré cela, le Procureur soutiendra qu'il ne s'agissait pas d'une agression raciste...

L'avocat des agresseurs a plaidé le racisme... comme circonstance atténuante : son client avait confondu le Français avec un arabe dans l'obscurité !

A la fin de l'audience, les deux inculpés restent libres et profèrent des menaces contre les deux Tunisiens. Le verdict tombe le 25 mars : trois des agresseurs sont condamnés à six mois de prison, pour deux d'entre eux une grosse partie des six mois est avec sursis.

Moralité : pour la justice, il est moins grave de tenter de tuer un arabe que de voler un camion de ferraille ! (Informations extraites d'un compte-rendu de l'ASTIF et du MRAP)

Là aussi, il y aurait bien d'autres cas semblables où la bourgeoisie s'attaque aux travailleurs immigrés. Cette agression généralisée et permanente prend toute sa dimension avec le plan Barre-bis.

Demain : les objectifs du plan Barre).



A propos des journées «d'action»

APPEL A NOS LECTEURS

Constamment, la question des journées nationales dites «d'action», revient sur le tapis. Les dirigeants révisionnistes et réformistes en sont friands. Nous avons expliqué à de multiples reprises qu'il ne pouvait rien en sortir de bon pour les travailleurs. Aussi de plus en plus de travailleurs refusent et s'opposent aux manœuvres récupératrices des tenants du Programme commun, dénonçant l'inefficacité de telles journées pour faire aboutir les revendications, ils expriment la nécessité d'actions discutées à la base démocratiquement, de revendications unifiantes correspondant aux intérêts fondamentaux de la classe ouvrière, etc.

La volonté d'une action de classe (refusant toute solution bourgeoise de droite ou de «gauche») est la tendance montante. Par exemple, lors de la dernière journée (le 28 avril) bien des sections CFDT ont refusé la mascarade, sur de justes positions de classe ; beaucoup (telle la fédération CFDT des mineurs de Moselle), d'autres (CGT et CFDT) y participent sans se faire vraiment d'illusions.

Là, nous faisons appel à tous nos camarades et amis lecteurs pour qu'ils nous fassent connaître l'évolution de la situation, la progression des idées révolutionnaires, les initiatives qui sont prises pour engager résolument la lutte classe contre classe. C'est avec cette masse d'informations venues des quatre coins du pays que le journal sera à même de rendre compte rapidement de l'évolution du courant révisionniste contre le courant révisionniste et réformiste, car malgré tout, beaucoup de travailleurs se laissent encore entraîner par ces actions sans lendemain. C'est en connaissant les préoccupations et les motivations des travailleurs, que notre quotidien — qui popularise la ligne idéologique et politique du Parti du prolétariat — sera le plus à même de lancer les mots d'ordre adaptés à chaque situation concrète et susceptibles d'entraîner les masses.

Les bonzes de la CGT et de la CFDT envisagent une grève nationale, pour le 17 mai (?) où ils tenteront encore une fois de canaliser le légitime mécontentement populaire vers le programme bourgeois de la gauche et non pour une remise en cause du système capitaliste, pour la mobilisation révolutionnaire des masses.

Le plan Barre veut accentuer l'exploitation capitaliste, les partis de «gauche» — soutenus par les bonzes syndicaux (des confédérations CGT et CFDT) et les roquets trotskystes — se voient déjà au pouvoir, seule l'action révolutionnaire des masses pourra faire échec à ces manœuvres.

Camarades et amis lecteurs, faites part de vos luttes, de vos succès et vos échecs.

Non au grèves-soupapes !

Oui à la lutte classe contre classe !

Ni bourgeoisie de droite, ni bourgeoisie de gauche : action révolutionnaire des masses !

Tenue prochaine du congrès des journalistes CFDT

Le syndicat des journalistes français (SJF) — CFDT — tient son congrès du 19 au 22 mai prochains à Grenoble. Le thème de ce congrès est la libération de l'information. Les journalistes CFDT luttent en effet dans leurs entreprises et au niveau national pour libérer la presse de l'emprise du capital et de l'Etat bien que celle-ci ne pourra être effective qu'avec la dictature du prolétariat.

Cependant, le congrès de Grenoble se placera aussi dans la perspective d'un passage de la gauche au pouvoir en 1978. Il serait en effet peu réaliste de laisser de côté cette éventualité. A ce sujet, il est intéressant de noter que les journalistes CFDT ne se font pas de grandes illusions sur l'arrivée au gouvernement de Mitterrand et Marchais. Dans un document préparatoire au congrès, on peut lire ceci : *Notre lutte pour la «libération de l'information» s'attaque au pouvoir actuel. Mais qu'on ne s'y méprenne pas : il ne s'agit pas pour nous de remplacer des censures et manipulations de droite par des censures et manipulations de gauche, les pressions des notables de droite et des patrons par celles de technocrates et notables de gauche — voire de «patrons de gauche» — car il en existe notamment dans la presse, et le comportement de certains d'entre eux nous incite à la vigilance».* (Il est fait ici allusion à Gaston Defferre et aussi au PCF qui ne possède pas moins de quatre quotidiens, 522 hebdomadaires, et publications, de nombreux «gratuits», 25 imprimeries...)

Afin de sonder les intentions de la gauche sur la presse, une délégation de

journalistes avait rencontré Marchais, Leroy, Piquet et Gosnat (PCF) ; Estier, Martinet et Filloud (PS).

Cette délégation a constaté au PCF comme au PS «une certaine hésitation à envisager des changements de structure importants». Malheureusement chez les journalistes CFDT, toutes les illusions ne sont pas encore balayées. En effet, après cette rencontre, la délégation concluait. «Il reste beaucoup à faire de ce côté».

Est-ce dire que les responsables du SJF-CFDT pensent à la manière des trotskystes qu'un débordement de la gauche est possible ?

Il semble bien que ce soit plutôt le réformisme d'Edmond Maire qui soit suivi. Le congrès de Grenoble dira si l'ensemble des journalistes CFDT marchera dans cette voie réformiste ou se débarrassera complètement de ses illusions sur la gauche. Un espoir : le SJF-CFDT a con-

damné «toute velléité de chasse aux sorcières, quelle que soit sa direction».

* L'Union nationale des syndicats de journalistes regroupe le syndicat national des journalistes (SNI) autonome (38 % des journalistes), la CFDT (23 %), la CGT (13 %), FO (7 %). Le reste n'est pas syndiqué ; une fraction de journalistes inféodés au patronat, notamment à Hersant se regroupe aussi à la CGC. Un lecteur

• Helouin Lemarchand — Rennes

Trahison de la grève

Il ne faut pas baisser les bras !

Dans cette entreprise du bâtiment, l'exploitation se fait de jour en jour plus féroce : cadence, chefs racistes et fascistes, salaires bloqués...

Le jeudi 28 (grève de la fonction publique), au chantier de la Poterie, le chef décide de ne pas faire travailler (il n'y a pourtant pas besoin d'électricité).

Le vendredi, les ouvriers apprennent que le patron a décidé que le jeudi 28 serait chômé : pas un centime !

Aussitôt, la colère si longtemps contenue éclate : français, immigrés, jeunes et vieux se trouvent unis comme un seul homme, enthousiastes et déterminés pour le paiement de jeudi (et de tous les jours de grève nécessaires pour obtenir cette revendication).

Le délégué syndical du chantier essaie de marchander, mais les ouvriers ont pris conscience de leur force : ils ont relevé la tête, ils veulent la victoire totale !

Arrive alors le délégué CFDT de la boîte (la CFDT y est le principal syndicat) il promet de faire passer un communiqué dans Ouest-France et de prévenir les autres chantiers.

Pendant le week-end, des affiches signées PCMLF sont collées partout et un numéro spécial du «Cordeau» est diffusé sur tous les chantiers appelant à la «grève générale et illimitée lundi». Dans le «Cordeau» (bulletin de la cellule Manouchian d'Helouin Lemarchand du PCMLF) il est dit notamment : «Seule la lutte paie et c'est maintenant le moment de s'unir tous à la base et dans l'action pour lutter classe ouvrière contre classe bourgeoise, jusqu'à satisfaction de nos revendications».

Mais le lundi matin, pas de communiqué dans Ouest-France, les autres chantiers pas prévenus : les gars de la Poterie sont isolés ! Le permanent des bâtiments est d'ailleurs lui-même présent pour saboter la grève. A l'un il dit : «Mais comment tu vas faire toi, tu as du fric peut-être pour tenir !» et à l'autre : «Je vais m'arranger avec le chef de

chantier pour qu'il marque en douce les heures que vous n'avez pas faites».

Le découragement et l'écoeurement s'abattent sur le chantier : deux ouvriers ont même pris immédiatement leur compte et ont quitté la boîte ! Les traites ont réussi leur sale besogne : la grève est étouffée !

Il ne faut pas nous laisser aller au découragement ! Nous avons pris conscience de notre force, nous avons compris qu'il ne fallait compter que sur nous-mêmes et ne pas faire confiance aux opportunistes et aux planqués !

Même si nous avons été battus, ce sont des leçons qui doivent compter pour l'avenir, et pour commencer, il nous faut un véritable syndicat de lutte de classe au service des ouvriers.

La CFDT a refusé que les ouvriers les plus combattifs soient inscrits sur sa liste pour les prochaines élections du personnel : il faut refuser cela ! Il faut que les délégués, ce soient les plus combattifs, les meilleurs défenseurs des ouvriers ! C'est indispensable pour ne pas recommencer à se faire écraser comme à la Poterie.

Correspondant HR

• Nice

Attaque patronale contre un inspecteur du travail

Le patronat des Alpes-maritimes, aidé des pouvoirs publics et en particulier de la préfecture et de la direction départementale du travail, veut obtenir toute liberté pour exercer l'autoritarisme et la répression dans toutes les entreprises du département.

Aujourd'hui, une vague d'entraves, tant aux droits syndicaux du personnel, qu'à l'accomplissement des tâches des agents chargés du contrôle des établissements s'est instaurée à la direction départementale du travail à Nice. Un inspecteur du travail, dans les Alpes maritimes est aujourd'hui passible d'une grave sanction : déplacement d'office demandé par le DDTMO. La procédure disciplinaire est déjà engagée : que lui reproche-t-on ?

1) D'être à l'origine de plaintes émanant de certains employeurs qui s'étonnent de se voir imposer l'application du code du travail !

2) D'avoir fait une «mauvais usage» de sa délégation de pouvoir concernant des licenciements économiques.

Ces reproches ne sont pas fondés : cet inspecteur, dans tous les cas n'a fait qu'exercer sa mission de contrôle de l'application des dispositions de code du travail.

Quant aux patrons, ils mangent le morceau quand l'un d'entre eux écrit dans la «Tribune» (organe de l'Union patronale interprofessionnelle des Alpes-maritimes) : «Notre rôle est d'intervenir en faveur de nos adhérents lorsque par exemple il y a de nouveaux inspecteurs du travail qui

font un peu de zèle, passent chez nos collègues et verbalisent en appliquant des règlements surannés qui n'étaient plus pris en considération par les fonctionnaires habituels».

Exemple : A l'occasion du conflit en cours dans l'industrie routière, la chambre patronale du bâtiment lance contre un inspecteur des accusations mensongères ; le directeur de la DDTMO ajoute foi immédiatement à ces accusations et charge l'inspecteur de l'affaire sans même l'entendre ni l'informer.

Voilà qui en dit long sur la soi-disant «justice du travail» et sur son rôle de défense des travailleurs. Voilà qui montre que la bourgeoisie n'a pas peur de violer sa propre légalité.

Correspondant HR

Le bimensuel N° 4 est paru

3 F

L'Humanité Rouge

BIMENSUEL

AU SOMMAIRE :

- éditorial : pour un parti communiste authentique, reconnu et consacré par les masses
- le plan Barre No 2
- la torture en France, ça existe !
- Guadeloupe : grève dans la canne à sucre
- Les raisons d'une campagne anti chinoise
- Zaire : les mensonges de l'agence TASS
- la perspective révolutionnaire dans les luttes d'aujourd'hui
- des femmes prennent la parole
- hôpital Corentin Celton
- sport : le doping
- bande dessinée
- créer un ciné-club